

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

CONTRE LA GAUCHE PLURIELLE QUI NOUS ATTAQUE CONTRE LES SYNDICATS QUI DISPERSENT NOS LUTTES C'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Depuis plusieurs mois déjà, en France, la propagande gouvernementale et les médias aux ordres attirent l'attention des prolétaires sur une prétendue "bonne santé de l'économie française". Alors que la récession s'abat sur le monde industrialisé, la bourgeoisie, à coups de statistiques, nous rabâche que la "consommation des ménages est en hausse" et qu'elle constitue "le moteur de la croissance". De même, la bourgeoisie matraque l'idée selon laquelle le "chômage est en recul" !

Cette soi-disant "bonne santé" se heurte pourtant à des faits têtus : chaque jour, les quotidiens nationaux ou régionaux rendent compte d'entreprises en difficulté qui "dégraissent" et jettent à la rue des prolétaires (dans le textile, la sidérurgie, les chantiers navals, etc.). La précarité et la pauvreté ne cessent de se développer. Les services

du ministère de l'Emploi et de la Solidarité parlent d'ailleurs "d'une chronicisation inquiétante et massive de la pauvreté dans notre pays" (1).

Et c'est avec la plus grande hypocrisie que la classe dominante fait mine de se pencher sur cette misère, qui est présentée comme une sorte "d'anomalie".

Quels sont les objectifs de cette propagande ? Minimiser aux yeux du prolétariat la gravité de la crise, la faillite historique du système capitaliste. Elle masque l'irréversibilité de l'entrée en récession des grands pays industriels. Malgré les difficultés, la classe dominante fait croire en la possibilité de conserver en permanence dans le capitalisme décadent des espaces dynamiques, des pôles de "croissance", en l'occurrence au sein d'une future "zone euro" présentée comme particulièrement "stable".

L'image de la majorité plurielle est ainsi préservée, ce qui accrédite l'idée d'une supériorité de la "gestion de gauche" du capital. Cette dernière, tout en étant présentée comme "réaliste", est censée prendre en compte les aspects "sociaux" avec une approche prétendument plus "humaine" que ne le ferait la droite. En mettant l'accent sur la "bonne volonté" du gouvernement, sa "réussite", les médias parviennent donc à faire croire que défendre "l'économie nationale" avec des "socialistes" peut avoir des retombées positives pour les ouvriers. Ce qui le dédouane par avance de la politique antiouvrière qu'il est en train de mener. Bien entendu, face à une réalité qui contredit chaque jour leurs discours démagogiques, les canailles de la gauche plurielle et leurs supporters gauchistes répondront que les agressions économiques que subis-

sent les ouvriers ne sont qu'un "mendre mal" en comparaison aux catégories sociales plus misérables. De plus, on nous dira, afin de mieux blanchir la gauche, que tout est de "la faute des patrons" ! Or, c'est bien la gauche qui est le fer de lance d'attaques qui ne cessent de pleuvoir. Outre les licenciements et le chômage, c'est sur le plan des conditions de travail que les dégradations sont particulièrement spectaculaires. Avec la multiplication des accords sur les 35 heures, au nom du "social", la bourgeoisie parvient à accélérer la "flexibilité" du travail, rendant encore plus corvéables les salariés, principalement par l'introduction de son "annualisation". Ceci, sans compter la tendance à la baisse des salaires qui va en résulter partout !

Parallèlement à cette profonde attaque, une vaste offensive sur les re-

traites vient frapper et diviser l'ensemble de la classe ouvrière. Partie intégrante du salaire social et non "cadeau" de "l'Etat-providence", la retraite est en voie d'être amputée des revenus ouvriers. Son principe même est remis en cause du fait que, pour le capital, les prolétaires usés par l'exploitation ne sont que "des bouches inutiles à nourrir". Aussi, le fameux débat sur "l'épargne-retraite" ne fait que préparer les prolétaires à cette attaque d'ampleur. En attendant, la bourgeoisie est en accord sur un point : "Il faudra d'une façon ou d'une autre augmenter la part du revenu des actifs consacrée aux retraites" (2). En clair, il s'agit d'augmenter les cotisations. De plus, l'accompagnement que constituaient les départs en pré-retraites se transforment

(SUITE PAGE 5)

Les mutins de 1917 appartiennent à la mémoire du prolétariat international Pas à celle de la nation !

A l'occasion des cérémonies du 80e anniversaire de la fin de la première guerre mondiale, la gauche au gouvernement vient de faire très fort avec le coup de la "réhabilitation" des mutins de 1917. Pétrie d'hypocrisie "humaniste", scandalisée d'horreur par les saignées de la première guerre mondiale sur lesquelles elle a versé toutes les larmes de crocodiles dont elle était capable, clamant partout son avidité de "vérité historique" contre les "non-dits de la Grande Muette", elle entendait, paraît-il, "rendre justice" aux mutins de Craonne "injustement condamnés" au printemps 1917.

Le coup médiatique a été d'autant plus spectaculaire que la réaction de la droite, de Séguin à Bayrou en passant par Le Pen et Chirac, qui s'est insurgée d'une seule voix contre l'initiative jospinienne, donnait à l'affaire une gravité toute particulière. Tout cela ne pouvait que faire mousser l'image "d'humanité", de "justice" et de "pacifisme" que se fabrique ainsi la gauche bleu-blanc-rouge. Mieux, dans la foulée, on apprenait qu'en Grande-Bretagne, un "hommage public" venait d'être

rendu à la mémoire de 306 soldats britanniques exécutés à la même époque pour refus d'obéissance devant l'ennemi et qu'en Italie, à son tour, le ministre de la défense avait fait savoir son intention de "rendre leur honneur" aux 750 soldats fusillés pour désertion durant la boucherie de 1914-1918. Bref, grâce à "l'Europe rose", l'histoire officielle de la première guerre mondiale allait enfin être dépoussiérée, la vérité toute nue allait enfin sortir du puits et la justice longtemps bafouée allait enfin triompher !

Accessoirement, ce grand déballage médiatique a, à l'évidence, un premier objectif : à l'instar du battage mené en parallèle sur le PACS, on cherche d'abord à convaincre les prolétaires qu'un fossé infranchissable sépare décidément la droite de la gauche. A l'heure où la violence des attaques menées contre la classe ouvrière dans cette "Europe rose" s'emploie chaque jour à ouvrir un peu plus les yeux des prolétaires, une nouvelle opération de crédibilisation des "valeurs" de la gauche est toujours bonne à prendre.

Mais ceci n'est encore que la cerise sur le gâteau. Car, le bourrage de crâne moderne, dont les moyens sont incommensurablement plus perfectionnés que celui qui régnait au temps de la "Grande Guerre", n'a vraiment rien à lui envier, tant dans le cynisme que dans l'énormité des mensonges qu'il véhicule.

**1914 : quand les ancêtres
de Jospin se vautraient
dans l'union sacrée**

La boucherie sans nom de 1914 qui fait pousser des cris de dégoût aux "socialos" d'aujourd'hui n'aurait jamais pu voir le jour, sans "l'héroïsme" avec lequel quasiment tous les partis sociaux-démocrates d'Europe se sont vautrés dans l'union sacrée et sans "le courage" dont ils ont fait preuve pour envoyer les prolétaires à l'abattoir. Après avoir durant toutes les années qui ont précédé la guerre, promis par moult résolutions qu'en cas de guerre en Europe, ils mobiliseraient tous leurs moyens pour empêcher le carnage, après avoir juré leurs grands dieux qu'une

déclaration de guerre n'aurait d'autre réponse de leur part qu'un appel international à la grève générale, les appareils réformistes et opportunistes de la social-démocratie ont, comme un seul homme, tourné leur veste au premier appel du clairon au mois d'août 1914. Tandis que les parlementaires votaient à tour de bras les crédits de guerre, les appareils, les syndicats et tous les moyens de la propagande des partis socialistes étaient mis au service de la

mobilisation générale. Oubliés les discours contre la guerre impérialiste, piétiné le mot d'ordre du *Manifeste Communiste* : "Les prolétaires n'ont pas de patrie !" Foulé au pied l'internationalisme prolétarien qui unissaient les partis ouvriers de tous les pays dans la deuxième Internationale ! L'Internationale Socialiste était morte, la trahison des partis sociaux-démocrates était consommée. Déboussolés, trahis, désar-

(SUITE PAGE 4)

Dans ce numéro

Kosovo, Irak, Moyen-Orient : la guerre entre les Etats-Unis et leurs anciens alliés	p. 2
Pinochet : Un dernier service rendu à l'ordre bourgeois	p. 3
Cyclone Mitch : la catastrophe, c'est le capitalisme	p. 3
France : les syndicats organisent l'éparpillement de la riposte ouvrière	p. 5
"Lutte Ouvrière" : une contribution aux mensonges de la bourgeoisie	p. 5
Polémique avec "Battaglia Comunista" : les GLP, une tentative inachevée d'atteindre une cohérence révolutionnaire	p. 6
Histoire du PCF Le parti stalinien contre la reprise des combats de classe (1978-1989)	p. 8

KOSOVO, IRAK, MOYEN-ORIENT

La guerre entre les Etats-Unis et leurs anciens alliés

Peu s'en est fallu pour que les charges explosives des missiles de croisière américains viennent une fois de plus semer la mort, la terreur et la désolation en Irak. Si la menace d'un nouvel accès de barbarie est pour l'instant écartée, ce n'est que partie remise, en Irak ou ailleurs, de la part des Etats-Unis ou d'autres brigands impérialistes, grands ou petits.

En effet, l'exacerbation des tensions impérialistes entre grandes puissances, mais également entre celles de deuxième, voire de troisième ordre, font basculer dans l'horreur totale des populations la plupart du temps déjà rudement décimées par la crise économique, la faim, les épidémies et toutes les manifestations qui accompagnent l'agonie de la société en décomposition.

La fuite en avant dans la guerre et le militarisme constitue des manifestations typiques de l'impasse au niveau économique de ce système entré en décadence depuis le début du siècle. Si

la bourgeoisie ne peut aujourd'hui entraîner le prolétariat dans une troisième guerre mondiale, c'est parce qu'elle n'est pas parvenue à embrigader ses bataillons décisifs du cœur du capitalisme en vue d'une telle issue. La répétition des conflits locaux de plus en plus meurtriers, mettant en oeuvre des armements de plus en plus destructeurs, constitue néanmoins une menace majeure pour l'avenir de l'humanité.

Le "chacun pour soi" dans les tensions guerrières

La guerre du Golfe en janvier 1991, les affrontements meurtriers en Yougoslavie depuis l'été de la même année, les massacres au Rwanda en 1994 et les innombrables conflits qui n'épargnent aucune aire de la planète, ont tous leur origine dans les contradictions du capitalisme agonisant.

Ce que la bourgeoisie, bien sûr, s'emploie à dissimuler.

Contrairement à la situation qui prévalait lorsque le face-à-face entre le bloc de l'Est et de celui de l'Ouest canalisait l'essentiel des tensions impérialistes, ces dernières s'expriment, depuis la disparition des blocs, sous la forme du "chacun pour soi", où les alliances circonstancielles et éphémères remplacent la discipline qui existait au sein des blocs. C'est dans ce contexte que les Etats-Unis tentent de défendre leur hégémonie mondiale, face à leurs anciens alliés qui la contestent en permanence.

Bien que les Etats-Unis aient toujours répondu énergiquement à la fronde de leurs rivaux impérialistes, en particulier avec les moyens que leur confère leur écrasante suprématie militaire, ils n'ont pu cependant empêcher que s'opère, depuis le début des années 90, un certain déclin de leur leadership mondial (1). Une illustration en avait été donnée au début de cette année par le camouflet infligé par Saddam Hus-

sein aux Etats-Unis, l'Irak agissant alors en parfaite complicité avec la France, la Russie et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et étant soutenu ouvertement par la Chine et en coulisses par le Japon et l'Allemagne. En effet, Clinton s'était littéralement fait piéger dans une situation où toutes les issues lui étaient défavorables.

Soit il intervenait militairement face au refus par Saddam Hussein de l'inspection des "sites présidentiels", suivi dans cette entreprise uniquement par la Grande-Bretagne, et dans ce cas passait ouvertement aux yeux de la "communauté internationale" pour un va-t-en-guerre, Saddam Hussein faisant figure de courageuse victime. Soit il n'intervenait pas militairement, ce qui ne pouvait manquer d'être interprété comme une recule de la première puissance mondiale.

C'est aussi l'affaiblissement de l'influence des Etats-Unis dans le monde qui explique pourquoi, en Afrique, malgré une intense activité diplomatique déployée l'été dernier, l'Oncle Sam avait connu un nouvel échec en ne parvenant pas à éjecter totalement la France du continent africain. En effet, après avoir perdu la mainmise sur le Rwanda et le Zaïre, passant aux mains de rebellions soutenues par les Etats-Unis, la France a néanmoins su résister à la poussée américaine à partir des points d'appui qui lui restaient en Afrique noire (Centrafrique, Sénégal, Côte d'Ivoire).

Cependant, depuis quelques mois, on assiste à une inversion de la dynamique en faveur des Etats-Unis. Cet été déjà, ils avaient montré leur détermination à ne plus tolérer d'atteinte à leur autorité, d'où qu'elle vienne.

Suite aux attentats contre deux de leurs ambassades en Afrique, c'est délibérément qu'ils avaient assumé seuls la riposte, par des tirs de missiles sur l'Afghanistan et le Soudan, démontrant par là qu'ils étaient décidés à ne plus dépendre d'un accord ou du soutien de leurs "alliés" pour agir et encore moins se laisser paralyser par leurs tergiversations.

Et depuis, ils ont remporté une série de succès sur l'arène internationale : à travers une nouvelle "Pax americana" au Kosovo, par l'imposition d'un accord de paix au Moyen-Orient et à l'occasion du règlement de la dernière crise irakienne.

Le retour des Etats-Unis

Plusieurs semaines de menaces à l'encontre de la Serbie avaient précédé la mise sur pied, dans le cadre de l'OTAN, d'une opération destinée à s'opposer par la force aux "violations des droits de l'homme" par l'armée serbe au Kosovo. Pourquoi un tel délai ?

Il était nécessaire pour faire la preuve, une fois de plus, que, sans le concours de la Maison Blanche, les Etats européens sont incapables à régler les conflits dans l'ex-Yougoslavie, non loin de leurs frontières. De plus, c'est le temps qu'il aura fallu à la Serbie pour faire le ménage au Kosovo en y réduisant la rébellion.

Et là aussi, c'est tout bénéfique pour les Etats-Unis (mais aussi pour la France et la Grande-Bretagne), puisque cela signifie l'échec d'une tentative de l'Allemagne qui soutient la rébellion des Kosovars par l'Albanie interposée. L'objectif de Bonn est de parvenir à faire

éclater l'actuelle république de Yougoslavie, dominée par la Serbie et qui n'est pas viable si elle se trouve amputée du Kosovo (elle ne comprendrait plus alors, en plus de la Serbie, que le Monténégro). La Serbie affaiblie, c'est un puissant verrou à l'expansion allemande dans cette région et en direction de la Méditerranée qui saute.

Ainsi, l'indignation des Etats-Unis face à la politique de purification ethnique de nouveau appliquée par la Serbie au Kosovo était-elle pure hypocrisie, puisqu'en fait elle était directement au service de leur objectif visant à faire avorter la tentative d'expansion allemande (2).

Une fois la rébellion pro-albanaise réduite, une opération militaire pouvait être montée contre la Serbie. A celle-ci, la France et la Grande-Bretagne n'eurent pas d'autre choix que de se joindre, à contrecœur puisqu'elle était dirigée contre leur ancien allié serbe et les plaçait dans une situation de dépendance vis-à-vis de la première puissance mondiale. En effet, refuser "d'en être" en se plaçant "hors jeu", c'était en retour y perdre crédibilité et prestige et se priver de pouvoir jouer un rôle ultérieur dans la région (3).

Et, bien que l'intervention militaire n'ait finalement pas eu lieu, Milosevic, une fois achevée sa besogne, se rangeant aux conditions de l'Oncle Sam, les Etats-Unis ont remporté un succès diplomatique en imposant une nouvelle paix en Yougoslavie, après celle de Dayton en 1994, et laissant dans le règlement de celle-ci un rôle de figurant à la France et à la Grande-Bretagne.

Presque dans le même temps, les Etats-Unis obtenaient également un succès au Moyen-Orient en imposant que soit relancée la négociation israélo-palestinienne sur l'application des accords de paix de Camp David, enterrés depuis l'arrivée de Netanyau à la tête du gouvernement en Israël. C'est à juste titre que les médias ont mis en évidence le rôle déterminant de la CIA pour "convaincre" Arafat et Netanyau de ne pas quitter la table des négociations et d'accepter finalement une base minimum d'accord.

Et, comble de l'ironie, mais également signe de la puissance américaine dans cette région du monde, c'est à la tristement célèbre institution qu'il est revenu de vérifier sur le terrain, en gage d'assurance donnée à Israël, que l'autorité palestinienne (l'ancien ennemi du temps du bloc de l'Est) va assumer effectivement ses engagements en termes de lutte contre le terrorisme.

Il n'existe pas sous le capitalisme de possibilité pour une paix durable, et particulièrement au Moyen-Orient, vu l'importance stratégique de cette région, comme en ont encore témoigné les attentats terroristes visant à faire échec à la "Pax americana". Néanmoins, les accords de Wye Plantation expriment une claire reprise en main de la situation par les Etats-Unis dans cette région.

Vient enfin la conclusion de la dernière crise irakienne, tout au bénéfice des Etats-Unis qui, en contraignant Saddam Hussein à céder sans conditions à toutes les exigences américaines, ont effacé l'affront que ce dernier leur avait fait subir au début de l'année.

(SUITE PAGE 3)

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

"facteur d'équilibre dans la coexistence pacifique."

Le PCF décide pourtant de quitter le gouvernement en juillet 1984. La cause fondamentale de ce départ est que la bourgeoisie a besoin d'une fraction de gauche dans l'opposition pour encadrer les réactions de la classe ouvrière, en particulier à la veille de procéder à des licenciements massifs au cœur même du bastion majeur et le plus sensible de la classe ouvrière, les usines Renault et de passer à des "réformes" d'envergure passant par une énorme suppression d'effectifs dans le secteur public (postes, télécommunications, SNCF, ...).

Cette décision mûrement réfléchie va être suivie par des actions "dures" et spectaculaires de la CGT : occupation de l'usine désaffectée SKF à Vitry en 1985, entraînement d'une minorité d'ouvriers dans des actions-commandos à répétition chez Renault pendant tout l'été, notamment en baladant les ouvriers dans les "beaux quartiers" (blocage des Champs-Élysées lors de l'été 1987).

Le déclin du parti stalinien

Revenu dans l'opposition, le PC cherche à retrouver son image de "défenseur des ouvriers" à travers une agitation et une phraséologie "radicales". Il réactive sa vieille propagande : "il faut faire payer les riches" et surtout il anime une série de mobilisations corporatistes autour de la "défense des entreprises nationalisées" et de "la préservation du service public". Sa radicalisation et sa dépense d'énergie servent avant tout à couvrir et protéger les syndicats affaiblis, principale préoccupation de la bourgeoisie et force "oppositionnelle" d'encadrement n°1 de la bourgeoisie sur le terrain des luttes. Il fait tout pour enrayer la remise en cause croissante des syndicats et en particulier pour redorer le blason syndical de la CGT. Ainsi, entre 1986 et 1989, sa campagne sur les "dix de Renault" (impliquant même le gendre de Marchais), délégués syndicaux en procès "pour violences et entrave à la liberté du travail" sont présentés comme des martyrs de la défense des ouvriers. Cela sert non

seulement à dévoyer la mobilisation des ouvriers sur le terrain de la défense des syndicats, mais surtout à masquer les licenciements massifs en cours chez Renault, et notamment la fermeture programmée de l'usine de Billancourt, jusque-là la plus forte concentration ouvrière du pays et qui était devenue, au fil des luttes (1947, 1968, 1973...) un véritable baromètre de la combativité ouvrière (1).

Cependant, la remise en cause des syndicats va culminer avec les grèves à la SNCF de l'hiver 86, obligeant la bourgeoisie à recourir à des coordinations animées par des syndicalistes de base et des gauchistes pour récupérer le contrôle de la lutte. Le PC, relégué au second plan, est contraint de rester prudemment dans l'ombre de la CGT, qui, une fois la lutte enfermée sur un terrain corporatiste, va faire un retour en force en assurant une fausse extension pour élargir la défaite au sein de la classe ouvrière. Cependant, au cours de toute cette période, le PCF fait l'expérience de l'ampleur de son discrédit. Il paie au prix fort ses trois ans de politique antiouvrière au gouvernement. Cette désaffection se traduit immédiatement sur le plan électoral.

Les législatives de mars 1986 sont catastrophiques pour le PC qui passe sous la barre des 10%. On commence à assister au transfert de ses voix vers le FN, notamment dans ses fiefs traditionnels de la "ceinture rouge". Mais la dégringolade n'est pas terminée. Voulant éviter une humiliation personnelle, Marchais fait désigner un candidat minable, sans personnalité, Lajoinie comme candidat aux présidentielles de 1988. La défaite est cuisante, avec 6,7% des votants, c'est le pire résultat jamais enregistré par le PC, qui aura perdu en 20 ans les 3/4 de son électoral.

Aux législatives suivantes, il remonte à 11,1%, mais étant donné le fort taux d'abstention dans l'électorat de gauche, cela ne représente plus que 7,2% des inscrits. Même s'il se maintient mieux aux élections municipales de 1989, il n'en perd pas moins près de 300 communes (ne gérant plus que 2,6% des communes en métropole) et ne conserve notamment plus qu'une commune

de plus de 100 000 habitants (Le Havre). Ayant du mal à apparaître comme force d'opposition crédible, le parti de Marchais est pour la première fois de son histoire de parti bourgeois confronté à une crise ouverte.

Au sein de l'appareil stalinien, des tiraillements se font jour et de nouveaux courants apparaissent. Le mouvement de contestation, limité aux "intellectuels eurocommunistes" amorcé en 1979 dans la Fédération de Paris autour de Fiszbin, se transforme en vagues successives de dissidences. Ce sont les "rénovateurs" entre 1984 et 1988, animés par Juquin (2) puis par Llabres, ensuite les "reconstructeurs" en 1988-1989 autour de Claude Poperen et Rigout, enfin les "refondateurs" derrière Fiterman et Le Pors entre 1989 et 1993.

De plus en plus de maires PC de municipalités importantes font dissidence pour assurer leur maintien et se présentent sur leur propre liste, en concurrence avec l'investiture officielle du bureau politique (3). Ainsi le parti stalinien français est-il considérablement affaibli avant même l'effondrement du bloc de l'Est.

Dans la dernière partie de cette série, nous verrons précisément quelle a été l'attitude du PCF et du reste de la bourgeoisie à son égard depuis cet effondrement.

CB

(1) Au point que la bourgeoisie elle-même avait appris que "lorsque Billancourt toussait, la France s'enrhume".

(2) Après 35 ans de bons et loyaux services dans l'appareil stalinien, le "rénovateur" Juquin, cet ancien bras droit de Marchais, entreprend de faire sécession. Il va faire brièvement (pâle) figure de seule contestation "de gauche" en s'alliant momentanément à la LCR et aux débris du PSU en posant sa candidature aux présidentielles de 1988 où il ne recueillera que 2% des voix.

(3) Ainsi, la plupart des dissidences portent une empreinte "réformiste" et "démocratique" (opposée au "sectarisme" de la ligne Marchais), en fait traduisant soit une nostalgie du partage du pouvoir avec le PS, soit que certains préfèrent ne pas perdre leur mairie, plutôt que de suivre les méandres idéologiques du parti.

Pinochet rend un dernier service à l'ordre bourgeois

Le procédé n'est pas nouveau. A intervalles réguliers, la classe dominante offre un des siens en pâture à l'opinion publique et à son propre arsenal juridique, pour mieux blanchir le capitalisme des crimes qui sont les siens. Pinochet est sans aucun doute un criminel, et parmi les plus odieux. Mais il n'est finalement, tout comme Papon hier, qu'un de ces exécuteurs des basses oeuvres du capital à qui, avant leur mort, le système demande un dernier service : maintenir et développer le mythe que le système capitaliste est innocent de la barbarie et des horreurs qui ont ensanglanté ce siècle. Cette barbarie et ces crimes ne peuvent avoir été que l'oeuvre de quelques "dictateurs" parvenus au faîte du pouvoir "à l'insu" et contre la volonté de la bonne conscience bourgeoise. Les "responsables" ainsi régulièrement mis au pilori sont d'autant plus providentiels qu'on peut faire apparaître les régimes qu'ils ont incarnés comme antinomiques à l'ordre démocratique bourgeois qui règne aujourd'hui dans les grands Etats les plus développés de la planète.

L'éventualité d'un "grand procès Pinochet" qui fait aujourd'hui la une des médias ne joue pas seulement le même rôle que les fameux "tribunaux pénaux internationaux" en charge de blanchir les grandes puissances des crimes commis en ex-Yougoslavie ou au Rwanda. Plus encore, elles visent à convaincre les prolétaires que la seule garantie contre la répétition de tels crimes serait dans leur mobilisation derrière l'Etat bourgeois démocratique et ses diverses institutions, érigées en garantes des "droits de l'homme". Elles tombent à point pour relancer, à l'échelle de l'Europe entière, voire du monde, les campagnes démocratiques qui servent de

toile de fond permanente à la propagande de l'Etat, de la France avec ses battages antifascistes autour du "danger lepéniste" à l'Espagne et ses mobilisations antiterroristes, en passant par les campagnes sur la pédophilie en Belgique. Campagnes qui invitent les prolétaires à renoncer à leur combat de classe et à se mobiliser pour un Etat bourgeois "propre" et "juste", pour la sauvegarde de cette "démocratie" qui serait le bien le plus précieux à défendre dans un monde qui plonge à la vitesse grand V dans la misère, le chaos et la barbarie.

Ce que l'immense campagne internationale d'aujourd'hui sur les crimes de Pinochet (tout comme celles qui l'ont précédée autour de ceux de Staline ou de Hitler), "oublie" de rappeler, c'est la responsabilité de ces mêmes forces démocratiques et de gauche du capital, dans l'ascension et la mise en place des régimes de terreur qu'elles dénoncent aujourd'hui.

"En réalité, Allende a pris le pouvoir en 1970 pour sauver la démocratie bourgeoise dans un Chili en crise. Après avoir renforcé le secteur d'Etat d'une façon qui rentabilise la totalité de l'économie chilienne en crise, après avoir mystifié une grande partie de la classe ouvrière avec une phraséologie 'socialiste' (ce qui était impossible aux autres partis bourgeois), son rôle était terminé. (...)

La population était soumise par la terreur. En décembre 1971, Allende laissa Pinochet, l'un des nouveaux dictateurs du Chili, se déchaîner dans les rues de Santiago. L'armée a imposé des couvre-feux, la censure de la presse et des arrestations sans mandat. En octobre 1972, l'armée - la chère 'armée

populaire' d'Allende - fut appelée à participer au cabinet." (1)

Qu'Allende fut assassiné par Pinochet et ses sbires au moment du coup d'Etat de septembre 1973 et que, dans les années qui suivirent, ses partisans aient été la cible de la violente répression de l'Etat ne change rien au fait que c'est bien le régime d'Unité Populaire qui, le premier, fit appel à l'armée pour remettre au pas les ouvriers chiliens. Que c'est le régime d'Allende qui se chargea tout à la fois d'embrigader, de mystifier, puis de mater le prolétariat chilien et qu'il n'attendit pas Pinochet pour répondre par la répression aux grèves que celui-ci développait, notamment dans les mines de cuivre, contre l'exploita-

tion féroce imposée par l'Etat "démocratique" et "socialiste" pour les besoins du capital chilien.

"Une fois nationalisées, les mines devaient devenir rentables. Dès le début, la résistance des mineurs contribua à détruire ce plan capitaliste. Au lieu d'accorder crédit aux slogans réactionnaires de l'Unité Populaire : 'Le travail volontaire est un devoir révolutionnaire', la classe ouvrière industrielle du Chili, particulièrement les mineurs, a continué à lutter pour l'augmentation des salaires et a brisé les cadences par l'absentéisme et les débrayages. C'était la seule façon de compenser la chute du pouvoir d'achat pendant les

années précédentes, et l'inflation galopante sous le nouveau régime qui avait atteint 300% par an à la veille du coup d'Etat.

La résistance de la classe ouvrière à Allende a débuté en 1970. En décembre 1970, 4000 mineurs de Chuquicamata se mirent en grève réclamant des augmentations de salaire. En juillet 1971, 10 000 mineurs du charbon se mirent en grève à la mine de Lota Schwager. Dans les mines d'El Salvador, El Teniente, Chuquicamata, La Exotica et Rio Blanco, de nouvelles grèves s'étendirent à la même époque, réclamant des augmentations de salaire.

(SUITE PAGE 4)

CYCLONE MITCH

La catastrophe, c'est le capitalisme

Début novembre, une nouvelle catastrophe "naturelle" a encore une fois semé la mort et la dévastation : le cyclone Mitch qui s'est abattu sur les pays d'Amérique centrale. Près de 30 000 morts, 3 millions de sinistrés, des dizaines de milliers de sans-abris menacés par la famine et les épidémies. A cette effroyable tragédie humaine s'ajoute encore le ravage des récoltes, principal moyen d'existence de la majorité de la population, et la destruction de toute l'infrastructure économique qui, au Nicaragua, ne pourra être reconstituée avant 30 ou 40 ans.

Cette catastrophe vient une fois de plus révéler le degré de décomposition du capitalisme décadent.

Comme à chaque fois, la classe dominante cherche à masquer la responsabilité de son système en nous présentant ce énième cataclysme "naturel" comme une fatalité. Ce seraient les forces "incontrôlables" de la "nature" qui seraient les seules responsables de ce drame. Rien n'est plus faux.

D'ailleurs, les médias eux-mêmes sont aujourd'hui contraints de lever une partie du voile qui recouvre une telle mystification. Le cyclone Mitch était-il prévisible ? Evidemment ! Grâce aux photos prises par satellites, les gouvernements savaient que l'ouragan s'était formé à 500 kilomètres au sud de la Jamaïque au moins dix jours avant qu'il ne déferle sur les pays d'Amérique centrale.

Ainsi, bien que les autorités de ces pays disposaient des moyens de prévoir son arrivée, non seulement la population n'en a pas été avertie, mais aucune brigade de sauvetage n'a été organisée avant que le cyclone ne frappe. Au Nicaragua, c'est la population qui a fait les frais des querelles de cliques qui divisent le gouvernement. En effet, si l'état d'urgence n'a pas été déclaré alors que Mitch s'approchait des côtes, c'est uniquement parce que le président de droite Aleman avait refusé l'aide des équipes médicales proposées par Cuba. Par ailleurs, Aleman avait même poussé l'arrogance jusqu'à affirmer que le Nicaragua disposait de réserves de nourriture suffisantes pour faire face au cataclysme.

Mais la classe dominante des pays d'Amérique centrale n'est pas la seule responsable de l'horreur. C'est toute la

bourgeoisie mondiale qui, derrière ses larmes de crocodiles, a révélé dans les faits son mépris répugnant des vies humaines comme en a témoigné la lenteur avec laquelle s'est mise en place "l'aide humanitaire" internationale. C'est seulement dix jours après le passage du cyclone que les grandes démocraties d'Europe et d'Amérique ont commencé à se "mobiliser" en débloquent timidement à peine une centaine de millions de dollars pendant que les survivants affamés et déshydratés attendaient désespérément les secours.

Il a fallu que certaines associations humanitaires commencent à s'indigner de cette aide dérisoire pour que les Etats-Unis et l'Europe ajoutent une rallonge à leur aumône. Et si aujourd'hui les rescapés continuent à tomber comme des mouches, c'est parce que ces gouvernements "humanitaires" n'ont pas fourni les moyens suffisants pour limiter l'hécatombe. Ainsi, 26 hélicoptères seulement ont été mis à la disposition des équipes de secours internationales (dont 12 ont été fournis par le seul Mexique). Au même moment, ce sont des centaines d'avions et des dizaines de navires de guerre qui étaient envoyés dans la région du Golfe persique prêts à semer la mort une nouvelle fois sur la population irakienne !

Comme le disait Chirac en appelant la "communauté internationale" à annuler la dette extérieure des pays dévastés, il faut faire preuve de "générosité dans la limite du raisonnable" ! C'est vrai que pour le capitalisme, il est plus "raisonnable" de dépenser pour massacrer les populations que pour les sauver.

Mais le cynisme et l'hypocrisie de la classe capitaliste ne s'arrêtent pas là. C'est encore au nom de "l'aide humanitaire" que chacun cherche à tirer la couverture à soi dans l'arène mondiale. Et si le président de la république française est arrivé le premier sur les lieux du désastre, s'il a été à l'initiative de la proposition d'annulation de la dette multilatérale des Etats sinistrés, ce n'est certainement pas parce qu'il serait plus "sensible" à la souffrance humaine que ses comparses américains ou européens.

Le voyage de Chirac en Amérique centrale à la mi-novembre, de même que son appel à la "communauté internationale" à suivre l'exemple de la

France en annulant la dette des pays sinistrés, n'a qu'une seule motivation : permettre à l'Etat français de "tenir son rang" sur le terrain des rivalités entre les grandes puissances. C'est bien pour cela que les Etats-Unis se sont empressés d'envoyer à Managua Madame Hillary Clinton accompagnée du président du FMI, histoire de montrer que l'Oncle Sam se préoccupe lui aussi du sort des survivants qui continuent à vivre l'enfer au quotidien.

Au moment même où les représentants de cette classe de charognards manifestaient leur compassion avec les populations victimes du cyclone Mitch, se tenait à Buenos Aires la conférence de l'ONU sur les changements climatiques. On y apprend aujourd'hui que les ouragans d'une telle amplitude seraient liés au réchauffement de la planète et notamment à l'effet de serre résultant de l'émission de gaz carbonique dans l'atmosphère.

Ainsi, il est clair que ce ne sont pas les forces "incontrôlables" de la nature qui sont responsables de telles catastrophes, mais bien l'incapacité du capitalisme à contrôler les effets polluants de son industrie qui vient aggraver les phénomènes naturels en les poussant à se déchaîner avec une telle violence. Et pourtant, il n'est rien sorti de la conférence de l'ONU ; l'attitude des Etats-Unis qui ont refusé de prendre le moindre engagement ne témoigne pas seulement de l'arrogance de la première puissance mondiale.

Elle est une simple caricature de ce qu'est devenu le capitalisme : un système qui entraîne aveuglément l'humanité vers des "catastrophes" toujours plus tragiques et meurtrières.

Face à cette nouvelle manifestation de la décomposition du capitalisme, la classe ouvrière n'a qu'une seule leçon à tirer : le mode de production bourgeois est devenu une menace pour la survie de l'humanité. Seul le renversement de ce système moribond par le prolétariat mondial et son remplacement par une société basée sur la satisfaction des besoins humains et non sur la recherche du profit et de la rentabilité, peut mettre un terme aux catastrophes écologiques.

Marine (19 novembre)

KOSOVO, IRAK, MOYEN-ORIENT

(SUITE DE LA PAGE 2)

Cette fois-ci c'est le maître de Bagdad qui s'est fait piéger lorsque, face à l'attitude arrogante et provocatrice des observateurs de l'UNSCOM, effectivement à la solde des Etats-Unis, il a réagi en les expulsant.

Il a fait le mauvais calcul de penser que, cette fois encore, il serait soutenu par les mêmes pays qu'il y a quelques mois. Mais ceux-ci étaient d'autant moins enclins à lui prêter main-forte qu'ils avaient compris que rien n'arrêterait les Etats-Unis, prêts à agir seuls, et qu'en plus, cette fois-ci, la cause irakienne était beaucoup plus difficilement défendable que Saddam Hussein avait ouvertement violé les résolutions de l'ONU. Saddam Hussein parvint finalement à comprendre in extremis que la situation lui était très défavorable et fit marche arrière au dernier moment.

Il s'évita ainsi de lourdes frappes militaires, mais ne put empêcher les Etats-Unis de remporter une victoire diplomatique.

Loin de constituer le prélude à une quelconque stabilisation du monde, la capacité actuelle des Etats-Unis à limiter la tendance au déclin de leur leadership, comme inversement toute accélération de cette tendance, participent l'un et l'autre à une aggravation des

enjeux et des tensions impérialistes dans le monde. L'histoire de ce siècle montre que l'humanité n'a rien à attendre des solutions imposées par la diplomatie ou par la force des armes, sinon davantage de barbarie et de guerre. Son seul espoir, c'est le renversement du capitalisme et, avec lui, la fin des guerres et de la misère. Et cela, il n'y a que le prolétariat qui puisse l'accomplir.

BN

(1) Ainsi que nous le mettons en évidence dans le n°283 de *Révolution Internationale*, ce sont les insuccès de la politique extérieure américaine qui expliquent le Monicagate, campagne organisée contre Clinton par une fraction particulièrement arriérée de la bourgeoisie américaine, moins consciente des contradictions qui font obstacle à ce que la première puissance mondiale puisse continuer à imposer son leadership mondial.

(2) La France avait fait preuve de la même hypocrisie lorsque, à longueur de médias, la population de l'hexagone était abreuvée de propagande sur les massacres ethniques commis par les Serbes sur les Bosniaques, alors que sur le terrain l'armée française faisait tout son possible pour favoriser le camp serbe.

(3) C'était d'ailleurs des considérations de ce type qui avaient finalement amené la France à participer en 1991 à la guerre en Irak sous commandement américain, contre son allié irakien.

Les mutins de 1917 appartiennent à la mémoire du prolétariat international Pas à celle de la nation !

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

més, impuissants, les prolétaires se retrouvent embrigadés pour "la guerre fraîche et joyeuse" que ceux qu'ils prennent encore pour leurs représentants les invitent désormais à mener au nom de la "civilisation" et de la "patrie". En France, comme dans de nombreux pays, les socialistes entrent dans le cabinet d'union sacrée. Au moment de la fameuse offensive du Chemin des Dames et des mutineries qui l'ont suivie, les socialistes Albert Thomas et Paul Painlevé occupaient respectivement les postes de ministre de l'armement et de ministre de la guerre.

La "passion du rétablissement de la vérité historique" qui anime nos "réhabilitateurs" d'aujourd'hui ne va tout de même pas jusqu'à rappeler le rôle de pourvoyeurs de chair à canon qu'ils ont joué hier. Il est tellement plus seyant de se draper dans ce drapeau "pacifiste" derrière lequel la gauche a toujours caché ses crimes !

"En 1917, il ne s'est rien passé !"

Mais ce qu'il y a d'encore plus répugnant dans le bourrage de crâne actuel, c'est la manière dont la classe dominante s'empare de ce qui appartient à la mémoire ouvrière pour en faire autant d'épisodes inoffensifs de l'histoire. Le culot avec lequel les "socialistes" d'aujourd'hui veulent transformer les mutins de 1917 en "héros incompris de la patrie" n'a d'égal que le cynisme de leurs ancêtres politiques qui les avaient envoyés au massacre. "Que ces soldats, fusillés pour l'exemple, réintègrent aujourd'hui pleinement notre mémoire collective nationale", clamait Jospin le 5 novembre. Mais les mutins de 1917 n'ont rien à faire dans la mémoire nationale de M. Jospin ! Il n'a donc pas assez de ces listes interminables de noms de prolétaires sacrifiés surmontés de l'inscription "à ses héros, la patrie reconnaissante", pour vouloir y ajouter les noms de ceux qui ont refusé de servir de chair à canon pour les règlements de compte impérialistes, de ceux qui ont rejeté, en ce printemps 1917, ce mot de "patrie" à laquelle on les sacrifiait et derrière laquelle se

drapait la défense du capital national. Eh bien non, il n'en a pas assez, car il lui faut priver la classe ouvrière de sa mémoire. Il lui faut, en faisant main basse sur les mutins, exorciser avec eux la vérité historique du ressurgissement de la classe ouvrière, qui, à partir de 1916, a commencé à relever la tête pour se dresser contre le carnage impérialiste et dont l'élan révolutionnaire fera trembler sur ses bases la société bourgeoise européenne, jusqu'au début des années vingt. Voilà pourquoi, tous les médias se sont empressés, en s'appuyant sur l'autorité de quelques "historiens" aux ordres, de dire et de répéter qu'à Craonne "les motifs de la révolte sont avant tout d'ordre militaire et disparaissent aussi vite qu'ils sont apparus" (Le Monde, Dossiers et Documents de novembre 1998) ou que "les soldats se révoltaient, non pas contre la guerre, mais contre la manière dont elle était conduite" (Libération du 6/11). Voilà pourquoi, on ne cesse de

nous répéter que les mutineries du Chemin des Dames ne peuvent s'expliquer que par l'incompétence de l'état-major et les erreurs stratégiques d'un certain général Nivelle. Voilà pourquoi les idéologues de service nous ont sorti des éditoriaux en veux-tu en voilà contre le "mythe" que les mutineries aient eu le moindre rapport avec la révolution prolétarienne en Russie.

A en croire cette propagande mensongère, les mutins du Chemin des Dames étaient de bons petits soldats, prêt à se faire trouer la peau pour le capital national, mais flanqués de généraux incapables, ils ont protesté pour en avoir de meilleurs ! En conséquence, la condamnation de ces "braves poilus" fut une terrible erreur judiciaire ! Mais ces idéologues ont beau dire, l'insoumission des fantassins du Chemin des Dames se rattache à des centaines d'épisodes semblables qui se sont déroulés sur tous les fronts dans toutes les armées aux prises à la même époque. En

France, elle éclata au même moment qu'une vague de grèves ouvrières à l'arrière avec lesquelles les mutins de Craonne exprimèrent leur solidarité, au point que le mot d'ordre de marcher sur Paris pour rejoindre les grévistes des usines d'armement s'était répandu parmi les soldats insoumis. Impliquant officiellement plus de 40 000 soldats, les mutineries s'étendirent sur plusieurs mois (d'avril à l'été 1917) et ne s'essouffèrent qu'après la retombée des grèves de l'arrière.

Oui, pour ces prolétaires sous l'uniforme, comme pour ceux du monde entier, la révolution qui venait d'éclater en Russie représentait l'espoir d'en finir avec la barbarie capitaliste. A tel point qu'une des premières mesures de Pétain dépêché en catastrophe pour remettre au pas les armées insoumises fut d'éloigner les régiments russes dont l'influence sur les soldats autochtones était "désastreuse". Ce ne fut d'ailleurs pas la seule habileté de Pétain. Alors

que la repression des actes de désertion et de désobéissance isolés avait été sans pitié dans les premières années de la guerre, alors qu'on "fusillait pour l'exemple" à qui mieux mieux en 1914 et 1915 au moindre signe de "lâcheté" dans les rangs, Pétain répond aux mutineries de 17 par des représailles plutôt "limitées", relativement au nombre de soldats impliqués. Certes, plus de 3000 soldats furent entraînés devant le conseil de guerre et plus 500 condamnations à mort prononcées, mais seules une cinquantaine furent finalement exécutées. Cette prudence ne doit rien au hasard. Le rapport de force général entre les classes n'est plus celui de 1914, des grèves ouvrières se développent dans tous les pays. A Kienthal en 1915 et à Zimmerwald en 1916, l'avant-garde du prolétariat restée fidèle à l'internationalisme a commencé à rassembler ses forces, en Russie le prolétariat s'est levé, le régime du tsar a été abattu et le pays s'est couvert de conseils ouvriers. Le mot d'ordre des soviets russe, "A bas la guerre", "Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile" monte vers le reste de l'Europe. La bourgeoisie a très bien compris que ce qui se dresse contre la guerre, c'est autre chose que "quelques poilus fatigués". Pendant qu'à l'arrière, le gouvernement accorde des augmentations de salaires aux ouvriers en grève et que le travail reprend, Pétain suspend l'offensive militaire, concentre la répression sur les bataillons les plus déterminés, éloigne ou disperse les autres, et s'emploie à ramener le calme en accordant des permissions et une amélioration de l'ordinaire à la plus grande masse. L'ordre rétabli, le carnage peut reprendre. Plus pour très longtemps. Quinze mois plus tard, l'éclatement de la révolution prolétarienne en Allemagne - qui débute là encore par une mutinerie, celle des marins de Kiehl début novembre 1918 - contraindra les bourgeoisies européennes à cesser brusquement les hostilités impérialistes pour faire front contre la vague révolutionnaire internationale (voir article dans RI n°284).

"En 1917, il ne s'est rien passé". Voilà ce que s'évertue à répéter la propagande bourgeoise, tant lorsqu'elle répand ses mensonges sur la révolution d'Octobre en la présentant comme un vulgaire coup d'Etat, que lorsqu'elle passe complètement sous silence les insurrections ouvrières de novembre 1918 en Allemagne. La récupération des mutineries fait partie du même acharnement de l'Etat bourgeois à convaincre la génération actuelle de prolétaires que la grande vague révolutionnaire de 1917-1923 est nulle et non avenue. Cet acharnement d'aujourd'hui est à la mesure de la peur qu'elle a éprouvée à l'époque et qui n'a cessé de la ténailleur depuis.

Aujourd'hui, c'est bien parce que la faillite ouverte du capitalisme remet à l'ordre du jour la menace de voir le prolétariat international se dresser demain contre son ordre, que la classe dominante déploie autant d'énergie pour effacer une à une les pages de l'histoire du mouvement ouvrier. En privant la classe ouvrière de son passé, elle cherche à la priver des armes de son combat et de son avenir.

PE

La chanson de Craonne

*"Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes,
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme.
C'est à Craonne sur le plateau,
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés*

*Ceux qu'ont le pognon, ceux là re-
viendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, car les trouffions
Vont tous se mettre en grève
Ce sera votre tour, Messieurs les gros
De monter sur le plateau
Car si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau."*

(auteur anonyme)

Il paraît que, lors de la "cérémonie d'hommage aux mutins", les huiles locales et le Premier ministre lui-

même ont susurré quelques mots de ce poème. Il nous étonnerait fort qu'ils l'aient prononcé en entier, et les médias se sont bien gardés d'en publier l'intégralité, et notamment le second couplet. Cela l'aurait foutu mal d'aller raconter ensuite que "les soldats ne se révoltaient pas contre la guerre mais contre la manière dont elle était conduite" ou encore que "ils voulaient bien mourir mais pas pour rien". Les mutins de Craonne savaient fort bien que ce n'était pas "pour rien" qu'on les envoyait à la mort, mais pour un intérêt bien précis, qui n'était pas le leur, celui du capital.

Dans le même ordre d'idée, il est un chant, l'Internationale, qui appartenait à la classe ouvrière avant qu'il ne lui fut, lui aussi, volé par la classe dominante, en la personne des stali-niens. Ces derniers en ont, depuis longtemps, fait un vulgaire officiel à

la gloire du capital russe jusqu'au début des années 90, en même temps que le terme même d'internationalisme prolétarien était devenu synonyme, dans leur bouche, de défense de l'impérialisme russe. Mais dans ce chant, il y a un couplet qui est toujours resté en travers de la gorge des stali-niens - et pour cause. N'arrivant décidément pas à le prononcer, ils se sont toujours arrangés pour "l'oublier" en route. Ce couplet, les mutins de Craonne, de Kiehl et d'ailleurs, ne peuvent pas se lever de la fosse commune pour le cracher à la figure de tous les bourgeois qui voudront les "réintégrer dans la mémoire nationale". Nous nous chargeons de le faire en leur nom :

*"S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux."*

PINOCHET

(SUITE DE LA PAGE 3)

La réponse d'Allende fut typiquement capitaliste : alternativement, il calomnia puis cajola les travailleurs. En novembre 1971, Castro vint au Chili pour renforcer les mesures antiouvrières d'Allende. Castro tempêta contre les mineurs et les traita d'agitateurs 'démagogues' (...)

En mai-juin 1973, les mineurs ont recommencé à bouger : 20 000 se mirent en grève dans les mines d'El Teniente et Chuquicamata. Les mineurs d'El Teniente revendiquèrent une hausse des salaires de 40%. Allende plaça les provinces d'O'Higgins et de Santiago sous contrôle militaire, parce que la paralysie d'El Teniente menaçait sérieusement l'économie. Les managers 'marxistes', membres de l'Unité Populaire, ont vidé des travailleurs et envoyé des briseurs de grève. 500 carabini-ers attaquèrent les ouvriers avec des

gaz lacrymogènes et des canons à eau. 4000 mineurs firent une marche sur Santiago pour manifester le 14 juin, la police les chargea sauvagement. Le gouvernement traita les travailleurs d'agents du fascisme. Le PC organisa des défilés à Santiago contre les mineurs, appelant le gouvernement à être ferme. Le MIR, 'opposition loyale' extra-parlementaire à Allende, critiqua l'utilisation de la force et prit parti pour la 'persuasion'. Allende nomma un nouveau ministre des mines en août 1973 : le général Ronaldo Gonzales, le directeur des munitions de l'armée. Le même mois, Allende alerta les unités armées dans les 25 provinces du Chili. C'était une mesure contre la grève des camionneurs, mais aussi contre quelques secteurs de travailleurs qui étaient en grève, dans les travaux publics et les transports urbains. Pendant les derniers mois du régime d'Allende, l'ordre du jour devint des attaques générali-

sées et des meurtres contre les travailleurs et les habitants des bidonvilles, par la police, l'armée et les fascistes..." (1)

C'est lorsque la gauche eut achevé de remplir son rôle de désarmement idéologique et matériel de la classe ouvrière que la droite militaire prit le relais, sans ménagement pour ceux qui lui avaient si bien préparé la place.

Et lorsqu'on entend aujourd'hui les hérauts de l'antifascisme rendre responsable du coup d'Etat militaire du septembre 1973 le manque de mobilisation de la classe ouvrière derrière Allende, qui au lieu de défendre la régime démocratique, l'a affaibli par ses grèves sur son terrain de classe, ils révèlent bien où sont les véritables forces en présence. Il n'y en a que deux : d'un côté, le combat de la classe

ouvrière pour son émancipation, de l'autre, celui du maintien de l'ordre capitaliste, qui se pare, selon l'occasion, du drapeau démocratique ou de celui de la dictature.

La bourgeoisie démocratique et ses tribunaux internationaux peuvent bien juger et même condamner Pinochet, tant que la classe ouvrière n'aura pas mis à bas l'exploitation capitaliste, cette dernière donnera le jour à d'autres bourgeois, de gauche ou de droite, drapés ou non du masque démocratique, chaque fois que l'exigera le maintien de son ordre contre son ennemi historique.

S. (1er novembre)

(1) Citations tirées de RI n°6, 4 novembre 1973.

Les syndicats organisent l'éparpillement de la riposte ouvrière

Bien que les médias opèrent un savant black-out, on assiste aujourd'hui à une effervescence ouvrière, diffusée, éclatée, mais bien réelle, qu'il s'agisse du public ou du privé, sur l'ensemble du territoire et jusque dans les Dom-Tom. Dans les banques, les hôpitaux, le transport aérien, la métallurgie, l'automobile, à La Poste, à la SNCF, etc., se déroulent en effet des luttes sporadiques, sur les mêmes questions, celles des effectifs, des cadences de travail et des licenciements, mais chacun dans son coin.

Une stratégie syndicale de dispersion et d'isolement des luttes

La dispersion et l'éclatement de ces réactions ouvrières qui tendent à se multiplier sont en partie le signe du difficile cheminement que connaît aujourd'hui le prolétariat dans la reprise de la lutte de classe. Mais elles sont aussi et surtout le produit de la tactique syndicale actuelle d'éparpillement, de cloisonnement et d'enfermement des luttes.

La mise en place de ce filet sanitaire déployé par la bourgeoisie et ses syndicats est à multiples facettes et contient plusieurs objectifs. Il s'agit d'abord d'isoler, stériliser les luttes qui se dévelop-

pent pour les mener dans des impasses mortelles. Ainsi, dans les bus rennais, où la colère des chauffeurs devant l'aggravation de leurs conditions de travail s'exprimait par une grève totale du 4 au 15 novembre, les syndicats, CGT en tête, s'efforçaient de mettre en avant des revendications hyper-corporatistes et de faire en sorte d'alimenter le mécontentement des usagers.

Il s'agit encore d'une préparation à pourrir le terrain de celles à venir, de façon à mieux les briser et leur donner si possible valeur d'exemple démoralisateur pour la classe ouvrière. C'est ce qu'on voit se mettre en place aux Ateliers et Chantiers du Havre (ACH) où Viannet est venu "soutenir" la perspective d'une grève "longue et dure" à grands renforts de publicité. Mais les dés ont été préalablement pipés, car les ouvriers, à qui on a annoncé leur licenciement pour dans deux ans, sont déjà enfermés dans une logique corporatiste, localiste et chauvine à outrance. Il faut sauver les ACH "pour la ville", et on fait défiler les ouvriers dans Le Havre derrière le maire RPR au coude à coude avec la CGT qui dénonce à grands cris les prix déloyaux pratiqués par la Corée du Sud concurrente.

Cependant, l'objectif particulier et central de la stratégie syndicale actuelle devant le développement de la

combattivité ouvrière est d'empêcher la prise de conscience que c'est partout, dans tous les secteurs, que les ouvriers expriment leur ras-le-bol en répondant à présent aux attaques de la gauche plurielle par la lutte active et que, partout, les ouvriers sont confrontés aux mêmes attaques. Cette prise de conscience serait un dangereux facteur catalyseur et accélérateur du développement d'une riposte plus massive, tendant vers l'unité des forces ouvrières. C'est pourquoi, par exemple, à La Poste, où de nombreux centres sont en grève ici et là contre les licenciements en cours, les syndicats s'efforcent de focaliser et cantonner les revendications sur des problèmes aussi locaux que possible, enfermant dans une logique de boîte, empêchant les ouvriers de voir qu'ailleurs aussi on se bat et pour les mêmes raisons. Ainsi encore, à l'hôpital psychiatrique de Villejuif, en grève depuis le 15 octobre contre la fermeture d'un service, strictement aucune information n'était faite, que ce soit en direction des autres hôpitaux psychiatriques de la région ou des hôpitaux généraux situés à quelques centaines de mètres, alors qu'il s'agit là encore des mêmes problèmes de fermetures de lits et de manque d'effectifs.

Mais ce n'est pas seulement sur son terrain que les syndicats oeuvrent à

miner la riposte de la classe ouvrière. C'est aussi à travers le repositionnement des principales centrales, dont celui de la CGT est le plus exemplaire.

La bourgeoisie réorganise ses forces syndicales

Toute la presse a ainsi souligné avec insistance la signature par celle-ci des accords dans le textile sur les 35 heures et la nouvelle image de syndicat de "concertation et de proposition" que cet événement quasi-"historique" signifiait. On nous a également répété avec le pire culot que si la CGT signait de tels accords, c'est parce qu'ils étaient "bons et profitables" pour les ouvriers. Disons-le tout net : ils ne sont pas meilleurs que d'autres, comme ceux de la métallurgie tant décriés par la même CGT, et représentent une même saloperie antiouvrière.

Mais, au-delà de cette nouvelle magouille cégétiste, il s'agit de la mise en route d'un repositionnement concerté de la CGT sur l'échiquier des forces syndicales. Avec une direction au discours plus "responsable", moins systématiquement "contre tout", la CGT va pouvoir laisser le champ plus libre au développement de ses fractions syndicalistes de base, radicales et "de lutte". Exit la CGT du passé, figée dans la pesanteur de son histoire bureaucratique et de son monolithisme. On pourra voir la naissance d'une CGT "à deux têtes", dans le sens d'une meilleure répartition des tâches en son sein pour mieux affronter les luttes à venir, avec une "base" qui sera d'autant plus "crédible" qu'elle aura toute latitude pour "critiquer" la direction "droitisée" et "concertatrice".

Il s'agit là d'un véritable piège pour la classe ouvrière, d'un nouveau danger qui fera la part encore plus belle aux mensonges et aux crapuleries des gauchistes de tous poils. Le journal gauchiste *Lutte Ouvrière* du 13 novembre nous en sert d'ailleurs tout le poison sur un plateau dans un article sur les 35 heures : "Mais où peut-on voir la volonté de mobilisation de la direction de la CGT ? Sûrement pas quand elle signe et glorifie des accords comme celui du textile... Il faudra que les salariés et les militants, dans leur entreprise, aient

la détermination et l'intransigeance que les chefs syndicaux n'ont pas !" On ne peut être plus clair.

Enfin, c'est aussi en direction des chômeurs et des précaires que la bourgeoisie prépare la mise en oeuvre d'un encadrement plus serré et à plus grande échelle. La récente relance "d'actions coups-de-poing" par les syndicats et les associations "spécialisés" en ce domaine dans les principales villes de France vise en perspective à justifier la formation d'un syndicat chargé spécifiquement "d'organiser" cette fraction de la classe ouvrière, syndicat qui se préoccupera entre autres de les isoler d'autant mieux de leurs frères de classe au travail.

A l'heure où les ouvriers redressent la tête, sortant progressivement de la période de recul qui les a frappés au début des années 90, il est nécessaire pour la bourgeoisie de les engluier dans une situation qui les empêche de prendre conscience de leur unité de classe et confiance en eux-mêmes. On est loin du "tous ensemble" que clamaient les syndicats en décembre 1995. C'est au contraire pour étouffer la lutte qu'ils se démènent aujourd'hui, pour briser la possibilité de luttes massives, sur le terrain de la défense des intérêts ouvriers.

KW (20 novembre)

CRISE ECONOMIQUE

La contribution de "Lutte Ouvrière" aux mensonges de la bourgeoisie

L'hebdomadaire *Lutte Ouvrière* n'a pas l'habitude d'évoquer la crise du capitalisme dans ses colonnes. Cette presse a beau parler régulièrement du chômage qui sévit toujours plus massivement, il n'y a jamais été question de relier ce dernier à la crise économique. LO préfère dénoncer, comme une incantation, "les profits patronaux", ces derniers faisant, chaque semaine, inmanquablement le titre de la une, quel que soit le propos de l'éditorial du jour.

Les événements récents font que même les trotskistes sont contraints de reconnaître la réalité de la crise. Mais ne nous y trompons pas, si depuis quelques semaines, LO consacre quelques articles à la question, c'est pour en donner aux prolétaires une "explication" qui lui permet de ramener encore et toujours sa camelote frelatée. Car, qu'est-ce donc que cette crise, selon LO ? Est-ce une crise du système comme un tout, marquant la faillite du capitalisme et confirmant la nécessité historique de son renversement ? Pas du tout ! LO de garde bien de montrer au prolétariat que cette crise est l'expression des contradictions insurmontables du capitalisme, contenues dans les rapports de production eux-mêmes. Non, LO est catégorique : s'il y a une crise aujourd'hui, ce ne peut être que la faute aux conseils d'administration des grandes entreprises, à "la puissance incontrôlée du grand patronat", aux "gros actionnaires qui engrangent leurs dividendes" et à "cette spéculation qui, au nom du profit, peut entraîner la chute d'économies entières" (LO du 2 octobre).

Ce faisant, LO cherche d'abord à dédouaner l'Etat capitaliste. En effet, et ce d'autant plus aujourd'hui que c'est la gauche qui est au gouvernement

en France, Arlette et compagnie insistent sur le fait que la situation est celles de "gouvernements impuissants face aux puissances financières et industrielles qui restent les mains libres", défendant ainsi l'Etat bourgeois et dédouanant, comme toujours, la gauche des énormes attaques qu'elle porte à la classe ouvrière ! S'en prendre, comme le fait LO, aux traficotages de quelques financiers privés, ou insister sur le problème de la spéculation incontrôlée par l'Etat, c'est faire comme si le capitalisme pouvait fonctionner sainement, pourvu qu'on le veuille bien et qu'on mette en place les contrôles étatiques nécessaires.

"Il faut le contrôle de la population sur tous les accords financiers, sur tous les grands centres dans le pays et hors du pays. Il faut lever ce secret commercial et ce secret bancaire qui ne servent qu'à cacher aux yeux de la population les énormes profits de ces quelques trusts qui font et défont les emplois.", lit-t-on dans l'éditorial d'Arlette Laguille du 2 octobre. Moralité : travailleurs, inutile de détruire l'Etat bourgeois, il suffit de "moraliser" l'économie ; allez dans le secret des banques étudier les balances comptables des entreprises et tout ira bien mieux !

Il n'y a dans ce discours, qu'une version radicale et "populaire" du langage tenu par beaucoup de bourgeois et d'économistes distingués qui sont désormais aujourd'hui les premiers à réclamer la mise en place de moyens pour les Etats de contrôler les phénomènes spéculatifs. Dans la bouche de ces derniers il ne s'agit que du brouillard d'une classe bourgeoise qui cherche à se rassurer elle-même. Dans celle de LO, qui s'adresse à la classe ouvrière, c'est une répugnante propagande visant à saboter la réflexion

et la prise de conscience ouvrière, à masquer aux prolétaires les enjeux de la situation. Car la spéculation et les trafics financiers ne sont nullement la "cause" de la crise, ils ne sont que la conséquence directe de l'impasse où est acculé le mode de production capitaliste. Aucune mesure étatique, "populaire" ou pas, n'empêchera la crise de poursuivre et d'étendre ses ravages sur toute la planète. Voilà ce que la propagande de LO cherche à cacher à la classe ouvrière.

Mais c'est aussi la camelote du PCF, le grand frère stalinien modèle, que LO nous ressert ici ! En effet, ces propositions en vue de mieux gérer le capitalisme et de marcher vers "une économie rationnellement organisée", c'est, ni plus ni moins, renouer avec le programme capitaliste d'Etat stalinien, avec une gestion étatique "contrôlée" du capitalisme, comme on l'a connu en URSS, pays tant vanté par LO (surtout avant l'effondrement du stalinisme, beaucoup plus discrètement aujourd'hui) au nom de "l'Etat ouvrier" ayant fait "la preuve de sa supériorité économique" !

La situation actuelle pousse à une réflexion en profondeur dans la classe ouvrière sur la gravité et la signification de la crise économique, et sur l'avenir de la classe ouvrière que nous promet ce système. Elle révèle la faillite du système et la nécessité d'en finir avec les rapports d'exploitation capitalistes. Que LO, qui se prétend "révolutionnaire", n'ait rien à dire d'autre à la classe ouvrière que lui proposer les bonnes vieilles recettes capitalistes d'Etat qui ont régné en maître en URSS pendant des décennies, confirme simplement la vraie nature de LO. Du côté du capital et de l'Etat bourgeois.

HPL

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International

**les
syndicats
contre
la classe
ouvrière**

EDITORIAL

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

tendanciellement en licenciements secs !

Plus largement, au delà de la question des retraites, c'est la santé qui est touchée. Ainsi, par exemple, on apprend que 80% des hôpitaux ont engagé une "restructuration" et que des fermetures d'établissements se multiplient. Entre 1994 et 1998, 15 900 lits de médecine, de chirurgie et d'obstétrique ont été fermés ! Et malgré cela, la bourgeoisie annonce qu'il y aurait encore un "excédent" de 31 800 lits ! (3) Le simple accès aux soins devient un luxe ! Dans un contexte où déjà un Français sur quatre renonce à se soigner faute d'argent, la poursuite d'une réduction des taux de remboursement de médicaments et les rationnements de tous ordres ne signifient qu'une chose : des cotisations sociales de plus en plus élevées pour des prestations de misère.

Dans ce cadre, la propagande de la gauche plurielle n'est que la version new-look des appels aux sacrifices de-

mandés depuis plus de trente ans de crise du capital. Loin d'être des "remèdes" permettant d'atténuer les souffrances inhérentes à l'exploitation capitaliste, les "efforts" et autres "sacrifices" ne sont au contraire qu'un subterfuge destiné à faire payer aux ouvriers la crise du système !

Et contrairement à tous leurs beaux discours, la gauche et ses acolytes radicaux ne sont que des forces du capital, des ennemis de la classe ouvrière. Il ne faut pas se laisser berner par leurs mensonges et ceux des syndicats. Il faut au contraire résister pied à pied et développer nos luttes, non pas chacun dans son coin, mais tous ensemble, de la façon la plus massive et la plus unie possible.

W (12 novembre)

(1) *Le Monde* du 29-10-98

(2) *Libération* du 23-10-98

(3) *le Monde* du 07-11-98

Les "Groupes de Lutte Prolétarienne", une tentative inachevée d'atteindre une cohérence révolutionnaire

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article paru dans la presse du CCI en Italie (1). Il s'inscrit dans l'effort nécessaire de clarification politique au sein du milieu révolutionnaire, à travers la confrontation fraternelle des positions et conceptions politiques divergentes. Son sujet concerne les tâches et responsabilités des organisations révolutionnaires vis-à-vis des éléments qui s'approchent des positions de classe. Nous y critiquons une démarche de Battaglia Comunista (2) qui, pour obtenir des résultats immédiats, ne permet pas de pousser à son terme le processus de clarification politique de tels éléments.

La période actuelle, si avare de signes tangibles de lutte de classe, est en contrepartie caractérisée par l'émergence d'une série d'éléments isolés et de petits groupes d'éléments qui cherchent à retrouver des positions de classe, quelquefois à partir d'une expérience politique quasi-nulle, mais le plus souvent à partir d'une rupture avec de vieilles positions petites-bourgeoises, stalinien-nes, anarchistes ou trotskistes, en un mot, contre-révolutionnaires.

Le travail vis-à-vis de ces éléments est de la première importance pour les organisations révolutionnaires qui existent aujourd'hui parce que c'est de l'efficacité de ce travail que dépendent à la fois la qualité et la quantité des cadres qui viendront grossir les rangs du parti de demain.

L'efficacité de ce travail dépend beaucoup de la compréhension de la nécessité d'aider ces éléments, à mi-chemin entre la cohérence révolutionnaire et les sirènes du gauchisme, à faire une rupture claire et définitive avec la contre-révolution, la subsistance des tares de leur passé militant "gauchiste" constituant des risques de régression de leur part.

Ces prémices sont importantes pour donner un cadre de compréhension aux raisons qui ont fait naître et évoluer une formation politique connue sous le sigle "GLP" (Groupes de Lutte Prolétarienne).

L'origine politique des GLP

Les GLP sont nés il y a quelques années à l'initiative de jeunes camarades en rupture avec le milieu "autonome" et sa confusion. Présents dans plusieurs villes d'Italie, formés principalement de jeunes étudiants, les GLP portaient de l'idée de se confronter avec les positions historiques de la classe ouvrière afin de sortir de la confusion et de l'éclectisme propre au milieu de l'Autonomie, pour chercher une cohérence révolutionnaire. Ainsi, ils commencèrent un travail de confrontation avec les positions de quelques groupes de la Gauche communiste (Programma comunista, Battaglia Comunista et le CCI), qui s'est conclu quand la majorité des membres du groupe d'origine s'est reconnu comme étant proche des positions de Battaglia comunista, au moins sur la question du parti. Cette conclusion n'a cependant pas conduit ces camarades à entreprendre un travail de confrontation plus critique dans le but de vérifier et de consolider leur accord avec BC et de s'intégrer pleinement dans l'activité de ce groupe. Au con-

traire, les GLP ont maintenu une existence distincte en tant que groupe, avec leur propre "plate-forme", leurs propres sièges, etc., ... et leur propre travail d'intervention.

Une lettre qui nous avait été envoyée en son temps par un membre du groupe de Parme nous disait : *"le GLP, de par la volonté de sa majorité, se positionne comme un groupe intermédiaire entre la classe et le futur parti révolutionnaire"*. Ceci explique pourquoi la discussion politique s'est arrêtée à mi-chemin, pourquoi le groupe s'est doté d'une plate-forme minimum, et pourquoi une série de confusions perdurent en son sein.

Bien que défendue dans quelques cas par certains courants politiques du mouvement révolutionnaire, cette idée de groupe intermédiaire ne trouve aucune justification dans les exigences de la lutte de classe et dans son histoire. La classe ouvrière tend à former deux types d'organes qui correspondent aux deux dimensions de sa lutte : les organes unitaires, qui servent à l'organisation des luttes immédiates (syndicats au siècle dernier, comités de lutte, assemblées générales, conseils ouvriers dans le siècle actuel), et les organes politiques, qui sont l'expression de la dimension historique de cette lutte, condensant en eux les acquis théoriques et politiques de la lutte historique de la classe (partis et organisations révolutionnaires). Figer le développement politique de camarades en rupture avec la contre-révolution par la cristallisation d'un organe "intermédiaire" les rassemblant, fait au contraire courir le grand danger de faire avorter cet effort de la classe d'engendrer de nouvelles forces révolutionnaires, et même de les ramener dans le camp de la contre-révolution. C'est cela justement, que les GLP ne semblent pas vouloir comprendre. De fait, ils se sont arrêtés à un certain niveau de clarification politique, pour se dédier à une intervention dans la classe qui, de ce fait, ne peut être ni claire ni cohérente.

Le terme "mouvement d'avant-garde" qui est reproduit sur le dos de la couverture de *Luna Ribelle*, la revue d'intervention des GLP, rappelle déjà beaucoup tout ce milieu de militants, qu'ils soient de l'Autonomie ou non, qui prétendent être révolutionnaires sans en avoir les bases théoriques et politiques (et en fait, ils mélangent les mots d'ordre de classe avec la défense des pires mystifications antiprolétariennes, comme le font les mouvements guérilléristes de toute nature) et qui ne finissent que par tomber dans l'activisme frénétique et confusionniste.

L'activisme et le confusionnisme des GLP

Cette ressemblance n'est pas un hasard : les militants du GLP proviennent en grande partie de l'Autonomie. Même s'ils en ont dépassé certaines confusions politiques, ils n'en conservent pas moins beaucoup d'autres, et surtout l'ac-

tivisme propre à ce milieu. La preuve en est l'activité concrète que développent les GLP.

D'après ce qu'on peut en juger dans leur presse, les GLP dédient une bonne partie de leur intervention au milieu étudiant. Ils ont ainsi une sous-organisation, le *Groupe Communiste Etudiant* et une plate-forme de lutte étudiante à utiliser dans ce milieu. A cette sous-organisation adhèrent aussi des étudiants qui ne partagent pas nécessairement toutes les positions des GLP. Elle constitue donc un second niveau d'organisation, avec une base d'adhésion réduite par rapport à celle des GLP et une agitation spécifique dans les écoles. Pourquoi ce choix ? Qu'est ce qu'ont de spécifique les étudiants par rapport au combat révolutionnaire ? Les GLP se disent marxistes, mais le marxisme s'est toujours méfié des étudiants : ils ne constituent pas une classe sociale et expriment politiquement, dans le meilleur des cas, une rébellion de type petit-bourgeois. Mais ces dernières années, les soi-disant mouvements étudiants n'ont été que l'expression d'un réformisme de la pire espèce, contribuant aux manœuvres de la bourgeoisie pour recrédibiliser le réformisme, pour noyer et dissoudre les prolétaires dans des "luttes populaires". Certes, rien n'interdit qu'on puisse faire de la propagande communiste dans une manifestation ou une assemblée d'étudiants, mais ce n'est pas la même chose que d'y dédier une organisation spéciale avec une plate-forme d'intervention spécifique. La différence entre ces deux démarches, c'est celle existant entre une véritable intervention communiste et la confusion de type gauchiste.

Ce n'est malheureusement pas tout. Nous apprenons, par la presse du GLP, que certains de ses militants de Trieste se sont trouvés impliqués dans une bagarre avec les autonomes et dans une autre avec les fascistes. Un camarade du GLP a été poignardé par les fascistes et le groupe se retrouve avec un procès sur le dos pour rixe, etc. Nous savons bien que la provocation est une pratique normale, pas seulement de la part des fascistes mais aussi de celle des autonomes qui ont toujours confondu la violence avec la révolution. Mais justement, sachant cela, un souci central des communistes doit être de ne pas se laisser entraîner sur ce terrain privilégié pour l'action de la bourgeoisie contre les groupes prolétaires. Cependant, l'activisme qui caractérise les GLP les conduit, nous semble-t-il, à sous-estimer cet aspect, à vouloir intervenir à tout prix, là où et quand il serait mieux de s'en abstenir. De plus, il n'est pas étonnant par ailleurs que cet épisode soit arrivé au GLP de Trieste dont les éléments faisaient encore partie, il y a un an, de l'Autonomie (voir *Luna Ribelle*, n°18).

En réalité, c'est justement cette empreinte gauchiste présente parmi les éléments du GLP qui les amène à défendre, avec une phraséologie apparemment marxiste, des positions du camp ennemi, par exemple, lorsqu'ils entretiennent l'illusion, typiquement étudiante et petite-bourgeoise, que les centres sociaux (3) pourraient être vus comme des espaces libérés dans lesquels on pourrait mener une activité de type communiste [...].

En conclusion, il nous semble que les GLP ont constitué une tentative sincère de se libérer de la confusion propre au milieu de l'Autonomie, mais que cette

tentative s'est arrêtée à mi-chemin et a été sacrifiée sur l'autel de l'intervention à tout prix. Cela tire le groupe en arrière, l'amène à retomber dans les illusions et les confusions qu'il avait au départ.

Les responsabilités de Battaglia Comunista vis-à-vis des GLP

Une critique des GLP ne saurait être complète si on ne considérait pas l'intervention que mène Battaglia Comunista (BC) vis-à-vis de ces groupes. Une intervention qui, loin de favoriser la clarification de ceux-ci et leur approche décisive d'une cohérence révolutionnaire, a au contraire bloqué leur possible évolution. C'est d'autant plus grave que BC, à la différence des GLP, est une organisation qui a une longue expérience, qui a une plate-forme politique qui, même si nous ne la partageons pas complètement, est profondément ancrée dans le marxisme, qui représente une tradition, celle de la Gauche communiste qui a constitué l'unique résistance à la contre-révolution stalinienne. Malheureusement tout cela ne met pas BC à l'abri d'une politique opportuniste qui l'amène à conserver elle-même une ambiguïté dans son comportement qui, avec l'illusion d'un élargissement de son influence, constitue au contraire un facteur de blocage de l'évolution de jeunes éléments en recherche d'une cohérence révolutionnaire.

BC a une présence constante dans les GLP, et même certains de ses militants sont en même temps des militants des GLP et probablement des groupes communistes étudiants. En somme un double ou triple militantisme, ce qui est quelque chose qu'on n'a jamais vu dans l'histoire des organisations communistes.

Quand BC cite l'activité des GLP, elle ne fait pas l'ombre d'une critique à leur activisme et à leurs dérapages politiques en direction des étudiants. Elle ne met pas en garde les camarades par rapport au risque de tomber dans les provocations, et exalte même le "courage" des camarades du GLP dans leur conquête *"d'espaces où il est possible d'agir politiquement"* (BC de janvier 1998). En ce qui concerne les affrontements du GLP de Trieste avec des fascistes et des autonomes, au lieu de pousser les nouveaux éléments du GLP à réfléchir sur ce que veut dire développer un travail militant à long terme, dans la perspective de la construction du parti, BC exprime sa solidarité en envoyant des délégations de camarades au tribunal, pour assister au procès (sic !) et pour manifester devant le tribunal pendant le procès (re-sic !).

On pourrait nous objecter : *"Mais comment, face à des camarades qui subissent une agression, les révolutionnaires ne devraient pas manifester leur solidarité ?"* Ils doivent bien sûr le faire, mais la vraie solidarité repose avant tout sur la clarté politique concernant la nature de ces événements et sur une critique ouverte et franche des faiblesses qui peuvent subsister chez les camarades. Quelle a été l'attitude de *Bilan* (4) à l'égard de camarades qui se faisaient massacrer, convaincus de lutter pour le communisme pendant la

(3) Les centres sociaux en Italie constituent des sortes de centres "ouverts" animés par les gauchistes.

(4) *Bilan*, publication de la Fraction de la

guerre d'Espagne ? Etait-elle d'aller manifester pour soutenir les combattants ou plutôt était-elle de faire une critique ouverte et féroce des erreurs inhérentes à la participation à la guerre d'Espagne, en montrant la véritable nature de cette guerre ? Et nous savons combien cette critique a été importante pour beaucoup de camarades à l'époque et surtout pour la génération suivante de militants révolutionnaires !

La pratique de BC, au contraire, ne peut qu'encourager les éléments du GLP à persister dans l'attitude activiste et gauchisante que nous avons vue, et ce, d'autant plus, s'il y a véritablement la caution d'un groupe de la Gauche communiste comme Battaglia Comunista.

Un autre aspect qu'il nous paraît important de mettre en évidence est que, quand on lit la presse de BC, on ne comprend même pas si les GLP sont considérées comme des formations politiques distinctes de BC ou bien comme une structure "intermédiaire" entre le parti et la classe, un exemple de ces groupes *territoriaux* dont parlent les récentes "Thèses sur le syndicalisme aujourd'hui et l'action communiste" (*Prometeo* n°13), approuvées au dernier Congrès de BC et dont nous avons fait la critique dans un récent article de *Rivoluzione Internazionale*. A en juger par ce qu'on lit dans la presse et dans les textes diffusés via Internet, on dirait que la seconde hypothèse est la bonne (5), c'est-à-dire que les GLP sont assimilés à des structures intermédiaires dont l'utilité a suscité une forte perplexité que nous avons déjà exprimée. Mais si c'est le cas, il y a une contradiction évidente entre ce que sont ces groupes (comme nous l'avons vu plus haut) et ce que BC prétend qu'ils sont, c'est-à-dire des *"organismes territoriaux"* en tant que *"qu'emanation du parti"*, créés *"pour que l'organisation politique révolutionnaire (le Parti) puisse concrètement s'imposer comme 'point de référence solide pour les masses prolétariennes' - en mesure donc de remplir les fonctions de direction politique et organisationnelle qui sont les siennes..."* (tirés des "Thèses sur le Syndicalisme aujourd'hui et l'action communiste", *Prometeo* n°13). Notre crainte, c'est que BC, au lieu de remplir son rôle de direction politique envers ces groupes, qui serait de les pousser à la clarification et à atteindre une cohérence politique, ne tende à s'adapter, par opportunisme, à leur activisme en fermant les yeux sur leurs dérapages politiques, courant ainsi le risque d'être entraînée dans la dynamique gauchiste dont les GLP sont porteurs.

Nous savons bien qu'il y a de par le monde beaucoup d'éléments qui cherchent à se débarrasser de l'empreinte du gauchisme pour arriver à une cohérence révolutionnaire. La tâche des organisations communistes est de donner à ces éléments un cadre de réflexion pour effectuer cette clarification. Mais on ne peut y arriver qu'en agissant de façon claire, en soumettant à une critique ferme les illusions, les positions fausses, les confusions dont ces éléments sont inévitablement porteurs.

Helios

Gauche communiste d'Italie dans les années 30.

(5) BC parle de façon répétée des GLP comme de "nos camarades", tend à identifier les sièges du parti avec ceux du GLP, etc.

(1) *Rivoluzione Internazionale* n°106

(2) Battaglia Comunista, organisation constituante du BIPR en Italie (adresse : Battaglia Comunista, Casella postale 1753 2001 Milano, Italie). Dans le n° 7 de BC (octobre 1998), la première partie d'une réponse à notre article intitulée "Les GLP répondent au CCI", a déjà été publiée sous la signature *"Les militants de BC dans les GLP"*. Dès que la suite de la réponse sera disponible, nous nous prononcerons publiquement dessus.

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

- ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE
- INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE
- INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.
- INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA
- INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE
- RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE
- WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE
- WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
- WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE
- WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE
- REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.
- COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

- ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F- ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F
- ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F
- ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F
- ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.
Alors que, dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

NOVEMBRE 1918
La révolution prolétarienne en Allemagne met fin à la première guerre mondiale

- LYON : le samedi 9 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
- MARSEILLE : le samedi 16 janvier, à 20h30.
Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.
- NANTES : le samedi 12 décembre à 15 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
- PARIS : le samedi 9 janvier à 17 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
- TOULOUSE : le vendredi 18 décembre, à 21 h.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.
- TOURS : le samedi 16 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

- GRENOBLE
Permanence le samedi 5 décembre de 15 h à 18 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet (face à la gare).
Vente de la presse le samedi 5 décembre de 10h30 à 11h30 à l'angle des rues de Bonne et Blanchard.
- LILLE
Permanence le samedi 12 décembre à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 6 décembre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.
- LYON
Permanence le samedi 19 décembre de 15h à 18h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3° vendredi du mois de 17 h 15 à 18 h 15
- MARSEILLE
Permanence le vendredi 18 décembre à partir de 18 h 30, au buffet Cafeteria de la gare St Charles.
Vente de la presse le samedi 12 décembre, de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).
- NANTES
Permanence le samedi 12 décembre à 18h à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
- PARIS
Permanence le samedi 12 décembre de 18h à 20h au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre, Paris 12è, M°Ledru-Rollin), le 2° dimanche du mois, de 11h45 à 13h.
- ROUEN
Vente de la presse le dimanche 6 décembre de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).
- TOULOUSE
Permanence les vendredis 11 décembre, 8 janvier et 22 janvier à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 6 et 20 décembre de 10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), les dimanches 13 décembre et 17 janvier de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)
- TOURS
Permanence le samedi 19 décembre à 17h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.
Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.
Vos contributions sont les bienvenues au compte de RI à notre C.C.P. 523544Y - Rouen ou peuvent être données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

- Bordeaux : Réunion publique du 24 octobre : 400.
Grenoble : Permanence du 17 octobre : 200. Lille : Permanence du 7 octobre : 95. Lyon : Réunion publique du 27 juin : 900. Réunion publique du 5 septembre : 750. Réunion publique du 7 novembre : 850. Permanence du 10 octobre : 50. Marseille : Réunion publique du 4 juillet : 550. Réunion publique du 19 septembre : 400. Réunion publique du 7 novembre : 307. Nantes : Réunion publique du 17 octobre : 800. Tours : Permanence le 10 octobre : 400. Paris : Réunion publique du 7 novembre : 830. D. (Rouen) : 300.

Total : 6782

BROCHURES DU CCI

- La décadence du capitalisme (15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F).
- Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)
- Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
- Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)
- Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)
- Organisation communiste et conscience de classe (25 F + 8 F/18F)
- L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)
- Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)
- Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)
- La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)
- La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)
- L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)
- La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
- Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)
- La prétendue "paranoïa" du CCI (tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue Internationale/ 95

4eme trimestre 1998 15ff / 100 fb

AGGRAVATION DE LA CRISE, MASSACRES IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE
Après l'Asie, la Russie et l'Amérique latine
LA CATASTROPHE ÉCONOMIQUE ATTEINT LE COEUR DU CAPITALISME
Conflits impérialistes
UN NOUVEAU PAS DANS LE CHAOS
Berlin 1948
EN 1948, LE PONT AÉRIEN DE BERLIN CACHE LES CRIMES DE L'IMPÉRIALISME ALLIÉ
Révolution allemande, X
LE REFLUX DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE ET LA DÉGÉNÉRESCENCE DE L'INTERNATIONALE
Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire, V 1919 : LE PROGRAMME DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT
Gauche communiste d'Italie
"PARMI LES OMBRES DU BORDIGUISME ET DE SES ÉPIGONES"
(Battaglia Comunista)

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS : Contact - rue Lepneveu
- BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.
- BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S°-Catherine.
- BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.
- CLERMONT-FD : Le Papyvore - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.
- DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.
- DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.
- GRENOBLE : Le Sphinx - 6, rue Brocherie. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent.
- LAVAL : Point presse Centre Cial La Mayenne.
- LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.
- LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.
- LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7°). La Proue - 15, rue Childebert (2°).
- MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1°).
- MARTIGUES : Librairie Bellevue - 5, Bd Degut.
- MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du C°-de-Gaulle.
- MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.
- MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.
- NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Lanoë - 2, rue de Verdun. Librairie des Boulevards - 20, bd des Anglais.
- NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.
- ORLEANS : Temps Modernes - rue N-D-de-la-Délivrance.
- PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue d'Alésia (14°). La Brèche - 9, rue de Tunis (20°). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5°).
- SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet. Utopia - rue Pierre-Berard.
- SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès.
- TOULON : Hall de Presse - bd M°-Leclerc.
- TOULOUSE : Toulouse Presse - 60, rue Bayard. FNAC - 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.
- TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

Le parti stalinien contre la reprise des combats de classe (1978-1989)

Après avoir entraîné les ouvriers pendant des années et dévoyé leurs luttes derrière la perspective mystificatrice de la gauche au gouvernement, le PCF prend l'initiative de la rupture du Programme Commun en septembre 1977. A court terme, le parti stalinien cherchait, à travers cette rupture, à réagir contre la menace de se faire avaler par

le PS et à préserver la spécificité de son programme stalinien. Mais cette mise dans l'opposition délibérée lui permettait aussi, conformément aux intérêts généraux de toute la bourgeoisie, de disposer de l'intégralité de sa force d'encadrement idéologique contre le développement de la lutte de classe.

la sidérurgie, la construction navale, les mines, le textile. Les annonces de licenciements pleuvent, la combativité ouvrière se réveille et, avec elle, la méfiance envers les syndicats qui sabotent les tentatives d'extension des luttes. Le PCF pare au plus pressé et vole en priorité au secours du syndicalisme en général et de la CGT en particulier.

Conjointement avec son auxiliaire syndical, le parti stalinien lance tous azimuts sa propagande *"vivre et travailler au pays"*. Contre la tendance grandissante vers l'extension des luttes, il multiplie les opérations *"villes mortes"* pour enfermer les ouvriers derrière la défense de l'usine, de l'entreprise, de la corporation, de la région, de la nation. A Longwy, à Denain, à Dunkerque, le PC est en première ligne, avec la CGT, au printemps 1979 pour saboter l'exten-

sion de la lutte et les tentatives de prise en charge des ouvriers eux-mêmes dans les AG. Il s'affronte alors directement aux ouvriers qui tentent de déborder l'appareil d'encadrement syndical. Le 23 mars 1979, lors de la manifestation organisée à Paris sous la pression des ouvriers, le service d'ordre de la CGT et tous les gros bras staliniens prêtent main-forte aux forces de police officielles de l'Etat qui chargent violemment et pourchassent jusque dans les trains les sidérurgistes, dénonçant et faisant arrêter les ouvriers les plus combattifs en les faisant passer pour des *"casseurs"* et des *"autonomes irresponsables"*. Le PCF aura rendu un fier service à l'Etat bourgeois en lui permettant ainsi de pratiquer les coupes claires les plus importantes dans les secteurs les plus concentrés du prolétariat en France.

de leurs droits près de 300 000 chômeurs, rayés des statistiques officielles. Cela n'empêche pas le nombre de chômeurs d'augmenter de 700 000, au cours de la période où le PCF est au gouvernement. Le ministre PC à la Formation Professionnelle Rigout participe à la mise en oeuvre des premiers TUC sous-payés. Le parti de Marchais approuve l'augmentation de 10% des impôts au titre de la solidarité nationale et le prélèvement de 1% sur la fiche de paye pour la Sécurité Sociale, dont il votera encore la reconduction en 1984.

Le ministre PC des Transports Fiterman lâche les flics de l'Etat contre les grévistes de la gare St. Lazare en juin 1984, en les traitant de *"provocateurs manipulés par l'extrême-droite"*.

De plus, le PC vote sans hésiter l'augmentation des crédits militaires comme l'intervention française au Liban et au Tchad. Ce qui n'empêche nullement que, depuis sa rupture du Programme Commun, on assiste au réaligement complet du PCF sur la politique impérialiste de l'URSS. Ainsi, le PCF avait apporté dès le début son soutien à l'intervention russe en Afghanistan, d'abord avec prudence fin décembre 1979, puis tout à fait résolument à partir de la rencontre entre Marchais et Brejnev à Moscou le 11 janvier 1980. Comme au début de la *"guerre froide"* dans les années cinquante, il se lance dans une vaste campagne *"pacifiste"* contre le projet d'installation des fusées Pershing par l'OTAN en Europe occidentale, d'abord en réactivant le vieux *"Mouvement pour la Paix"*, puis une fois au gouvernement, il est à l'initiative de *"l'Appel des Cent"* qui lui permet de s'abriter derrière des *"personnalités"* sans remettre en cause pour autant sa participation active et directe au budget de la *"défense nationale"* (en hausse de 17,6% en 1982) et de voter en 1983 la loi de programmation militaire pour les cinq ans à venir. Cependant, toutes les manifestations animées ou soutenues par le PCF désignent et condamnent unilatéralement le seul *"impérialisme américain"* comme *"fauteur de guerre"* et toutes apportent leur soutien à la pseudo-*"politique de paix"* de l'URSS, y compris le déploiement des SS-20,

Le parti stalinien au pouvoir

En 1981, Mitterrand accède au pouvoir. Cet *"accident"* intervient à contre-courant de la stratégie générale de la bourgeoisie qui avait besoin de la gauche dans l'opposition pour faire face à la montée des luttes ouvrières. Il a été d'ailleurs provoqué par les archaïsmes, les rivalités et les divisions au sein de la droite française.

Ne voulant pas porter seul le chapeau de l'impopularité, le PS fait une place au PC au gouvernement, bien que Marchais ne recueille plus que 15,5% des voix au premier tour et qu'au second, le PC n'ait appelé à se rallier au *"candidat unique de la gauche"* que du bout des lèvres.

Celui-ci qui, pendant des années a poussé les ouvriers dans cette perspective est coïncé : il ne peut refuser. Avec quatre ministres communistes, il va participer très activement à toutes les attaques anti-ouvrières menées par le gouvernement de gauche.

En septembre 1982, Philippe Herzog annonce la couleur en déclarant avec aplomb lors de la fête de *L'Huma* : *"A la Libération, Maurice Thorez demandait aux travailleurs de retrousser les manches pour gagner la bataille de la production. Aujourd'hui, le Parti Communiste fait solennellement appel aux travailleurs pour qu'ils s'engagent, avec tout l'esprit d'initiative dont ils sont*

capables, dans le renouveau de l'économie nationale."

Dès le premier plan Delors de 1982, le ministre PC de la Fonction Publique Le Pors décidait le blocage des salaires des fonctionnaires. Le ministre PC de la Santé Ralite instituait le forfait hospitalier et mettait en place une *première réduction d'effectifs* dans le personnel de santé.

Un an plus tard, lors du second plan Delors, le même Ralite, devenu ministre délégué à l'emploi, contribuait à la mise en oeuvre des plans de licenciements massifs dans l'automobile. Il saluait *"la démarche constructive et responsable des syndicats"* lors de la grève à Talbot-Poissey qui se soldait en décembre 1983 par l'envoi des flics pour évacuer l'usine et par le licenciement de 1900 ouvriers. Au printemps 1984, PCF et CGT participent activement à l'enfermement et à l'humiliante évacuation de l'usine de Citroën-Aulnay entre les haies de flics par des chicanes style *"piège à rats"*. Là encore, cela débouche sur 2500 licenciements. Enfin, le PCF prend part à la programmation des plans de licenciements massifs chez Renault.

En même temps, il légitime les coupes claires dans les allocations chômage, diminue le taux d'indemnisation des licenciements économiques et prive

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de *"socialistes"* ou *"communistes"*, ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d' *"indépendance nationale"*, de *"droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"*, quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La *"démocratie"*, forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis *"ouvriers"*, *"socialistes"*, *"communistes"* (les ex-*"communistes"* aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de *"front populaire"*, *"front anti-fasciste"* ou *"front unique"*, mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, *"officielles"* ou *"de base"*, ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni *"autogestion"*, ni *"nationalisation"* de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d' *"organiser la classe ouvrière"*, ni de *"prendre le pouvoir"*

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.